

"En Ethiopie, la question des "nationalités" est devenue explosive"

[Le Monde Afrique - René Lefort - Publié le 29 décembre 2017](#)

Spécialiste de la Corne de l'Afrique, René Lefort décrypte les enjeux de pouvoir qui sous-tendent les conflits entre Oromo, Somali, Amhara et Tigréens.



Des Oromo protestent contre le gouvernement éthiopien pendant le festival Irreecha, à Bishoftu, le 1er octobre 2017 - Zacharias Abubeker / AFP

En Ethiopie, fédération de neuf régions ethniques, un mécanisme redoutable est enclenché. Son détonateur se trouve en région Somali, dans l'est du pays, où les autorités locales se sont senties assez fortes pour lancer des raids armés dans la région voisine d'Oromia, la plus peuplée du pays, profitant d'une délimitation incertaine de la frontière, tandis que les Oromo vivant en région Somali subissent un nettoyage ethnique.

Œil pour œil, dent pour dent : à leur tour, des Oromo s'en prennent à leurs voisins somali installés en Oromia. On compte des centaines de morts et près de 700 000 déplacés dans la seule Oromia – soit la plus grande vague de migration forcée depuis des décennies. D'aucuns craignent que cette zone frontalière ne soit au bord d'une guerre civile.

Par ailleurs, des milliers de Tigréens ont été chassés de la zone de Gondar, en région Amhara, dans le nord-ouest. Récemment, une sorte de couvre-feu a été imposé à des universités après des meurtres d'étudiants fondés sur l'appartenance ethnique. Ils ont rejoint en masse leur région d'origine.

Le gouvernement a fini par reconnaître des actes de « *génocide* » – cependant le mot est galvaudé en Ethiopie –, mais il est inerte et totalement discrédité, à commencer par son premier ministre, Hailemariam Dessalegn, qui, malgré ses multiples promesses de rétablir l'ordre, a admis que « *l'appareil sécuritaire est incapable d'accomplir son devoir constitutionnel* ». Des affrontements armés ont opposé des forces fédérales à la police régionale oromo.

Elites des hautes terres

La population se demande si un gouvernement dirige encore le pays, notamment via ses forces de l'ordre, même si ce vide est masqué par la continuité de l'action de l'État, le plus ancien et l'un des plus efficaces d'Afrique. Le Parlement ne s'est jamais réuni pour débattre de la crise. Et le parti au pouvoir – un parti quasi unique – a avoué son impuissance en rappelant dans ses instances de direction sa « vieille garde », officiellement écartée depuis des années.

Depuis l'écrasement de la junte militaire, en 1991, le système de pouvoir s'était personnalisé, au point de devenir une pyramide reposant sur sa pointe, l'omnipotent Meles Zenawi, originaire du Tigré. Avec sa disparition subite, en 2012, cette pyramide s'est effondrée, plongeant dans une crise aiguë sa strate supérieure, le Front populaire de libération du Tigré (FPLT).

Contenue dans la main de fer de Zenawi, la « question des nationalités » a surgi au premier plan. Elle opposait historiquement les élites des hautes terres de l'Abyssinie, amhara et/ou tigréenne, à la mosaïque de « nations, nationalités et peuples » jugés périphériques, dont les Oromo, qui représentent plus du tiers de la population (contre 6 % pour les Tigréens et un peu plus du quart pour les Amhara).

Le FPLT avait pris en 1991 les leviers de commande, puisqu'il avait été le principal artisan de la défaite de la junte. Mais les Tigréens affirment qu'aujourd'hui la « question des nationalités » serait résolue, non seulement *de jure* grâce au système fédéral qu'ils ont fait adopter, mais aussi *de facto* avec une forte autonomie régionale exercée par des dirigeants autochtones.

Dix mois d'état d'urgence

Cependant, les Oromo se considèrent toujours comme des citoyens de seconde zone. Ils accusent l'élite tigréenne de continuer de dominer en particulier l'armée et les services de sécurité ainsi que l'immense secteur économique public et parapublic, d'avoir déployé partout une hiérarchie omniprésente, occulte mais *de facto* décisionnelle, et, très concrètement, d'être derrière les expulsions massives de terre pour faire place aux investisseurs.

D'où, à partir de 2015, la plus grande vague de manifestations depuis 1991, durement réprimée : au moins un millier de morts et des dizaines de milliers d'arrestations. Dix mois d'état d'urgence ne l'ont pas calmée.

L'Organisation populaire démocratique oromo (OPDO), l'un des quatre partis qui constituent la coalition au pouvoir avec le FPLT, le Mouvement démocratique national amhara (MDNA) et le Mouvement démocratique des peuples du sud de l'Éthiopie (MDPSE), a tiré parti de l'affaiblissement du pouvoir central, corrélé à celui du FPLT, et de la force inédite de contestation populaire, pour conquérir son autonomie. Après trente années dans l'orbite du FPLT, l'OPDO a pu, pour la première fois, choisir librement sa nouvelle équipe dirigeante. En endossant publiquement les principaux griefs de la rue, elle a gagné une popularité sans précédent.

À rebours de toute l'histoire contemporaine, quand l'élite amhara incarnait le « colonisateur » aux yeux des Oromo, le MDNA a fait largement front commun avec l'OPDO pour, lui aussi, s'émanciper de la « *domination tigréenne* ». Les deux partis, qui représentent ensemble la majorité de la population, appartiennent toujours à la coalition au pouvoir tout en étant à couteaux tirés avec sa composante tigréenne.

Un modèle à bout de souffle

Le FPLT mesure le danger. Son comité central vient de siéger trente-cinq jours pour convenir que les coupables de sa crise ne sont pas à chercher dans la politique mise en œuvre mais parmi la seule équipe dirigeante... dont la moitié a pourtant été reconduite, y compris l'ex-numéro deux, promu numéro un. Les deux piliers du régime, la « démocratie révolutionnaire » et « l'Etat développementaliste », restent intouchables. Or ils sont incompatibles avec un authentique fédéralisme.

La « démocratie révolutionnaire » fonctionne selon la règle du centralisme démocratique. Or, dans une société fondée sur le respect de la hiérarchie, le centralisme écrase la démocratie. Quant à l'« Etat développementaliste », il s'agit pour Addis-Abeba de centraliser l'essentiel des ressources et de décider de leur affectation. Ce modèle est à bout de souffle, notamment pour réduire le chômage des jeunes, même diplômés.

Surtout, le FPLT nie toute « *domination tigréenne* ». Ses promoteurs ne seraient que des « *nationalistes bornés* » (les autonomistes oromo), des « *chauvinistes* » (les Amhara rêvant de réinstaller leur hégémonie), tous téléguidés par des « *forces étrangères* », Egypte et Erythrée en tête, et, depuis peu, des « *néo-libéraux* » visant à mettre fin au rôle prépondérant de l'Etat dans l'économie. Leur but : semer le « *chaos* » pour « *démembrer* » l'Ethiopie.

À demi-mot, la riposte immédiate du FPLT est donc d'abord sécuritaire. Mais les sites Internet qui lui sont proches sont explicites : il faut engager l'épreuve de force en rétablissant l'état d'urgence, et donc redonner à l'armée et à la police fédérale un rôle central.

Bastion de stabilité

L'OPDO et le MDNA s'y opposent catégoriquement. Ils sont convaincus que le FPLT reprendrait complètement la main puisque les Tigréens sont surreprésentés dans le commandement des hommes en uniformes. Ils sont persuadés que certains d'entre eux attisent les conflits en Oromia pour précipiter l'épreuve de force, notamment en lâchant la bride au pouvoir somali. Leur revendication immédiate est donc leur retrait et un rééquilibrage ethnique de ce commandement. Leur objectif final est l'application stricte de la Constitution, avec un authentique fédéralisme et un régime réellement parlementaire. Les Oromo visent ainsi une position jamais atteinte : le centre du pouvoir, qu'ils justifient par leur nombre et les ressources de leur région.

Les semaines prochaines s'annoncent cruciales, mais les positions paraissent dramatiquement éloignées. Trouver un compromis qui serait réellement opérationnel relèvera de la gageure, puisqu'il devrait être accepté à la fois par les bouillants militants oromo et amhara et par les jusqu'au-boutistes du *statu quo ante*. Qui plus est, la paranoïa fait rage dans les milieux les plus engagés, chacun finissant par se convaincre que rien moins que la survie de sa communauté serait en cause. Toutefois, pour le moment, même les contestataires les plus radicaux rejettent catégoriquement la lutte armée.

L'enjeu va au-delà de l'Ethiopie et de ses 100 millions d'habitants, dont le quart dépendent encore de l'aide alimentaire. Meles Zenawi répétait que si le pays s'embrasait, le scénario somalien serait « *un pique-nique* » en comparaison. L'Ethiopie apparaissait comme un bastion de stabilité au cœur d'une Corne de l'Afrique tourmentée. Un premier arc de crise, y compris djihadiste, court de la Mauritanie à la frontière occidentale de l'Ethiopie avec le Soudan du Sud ; un deuxième de sa frontière orientale avec la Somalie jusqu'à l'Afghanistan. Seule sa stabilité, durable, empêchera qu'ils ne fassent leur jonction.
